

2007-09-13

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Évolutions récentes des prix des matières premières: causes et conséquences

(Article publié dans la Revue économique de septembre 2007)

La vive hausse des cours a replacé les marchés des matières premières au centre des préoccupations, et ce principalement depuis 2003. Les cours du pétrole et de la majorité des métaux se sont établis à des niveaux historiquement élevés et en termes réels, ils ont atteint leurs niveaux les plus hauts depuis le début des années 1980. La hausse récente résulte essentiellement d'une augmentation substantielle de la demande de matières premières. Il s'agit là du reflet de la robustesse de la croissance économique mondiale observée ces dernières années et, *a fortiori*, de l'intégration croissante d'une part importante de la population mondiale dans l'économie globale et le commerce international.

Toutefois, le renchérissement du pétrole s'explique aussi en partie par une série d'évolutions au niveau de l'offre. Ainsi, le niveau historiquement élevé de la demande de pétrole en 2004, combiné à un ralentissement de la hausse de la production des pays hors OPEP, a fait grimper la demande adressée à l'OPEP (*call on OPEC*) dans une mesure telle que les capacités de production inutilisées sont revenues à des niveaux historiquement bas. De ce fait, les cours du pétrole ont été influencés par chaque changement affectant négativement l'offre de pétrole, tel que la résurgence régulière des tensions géopolitiques.

Dans les pays importateurs de pétrole, un renchérissement du pétrole s'accompagne généralement d'une hausse de l'inflation et d'un ralentissement de la croissance économique. Toutefois, contrairement à ce qui avait été constaté lors des chocs pétroliers précédents, l'économie mondiale a très bien résisté ces dernières années. Le changement du cadre de la politique monétaire, la plus faible intensité énergétique des économies avancées, les effets positifs de la mondialisation et la conjoncture favorable dans laquelle le choc actuel s'est produit en constituent les principaux facteurs explicatifs.

L'évolution attendue des prix des matières premières constitue une information de premier plan lors de la planification et de la formulation de la politique macroéconomique. S'agissant de l'avenir proche, si l'on se fonde sur les cotations à terme, les opérateurs de marché considèrent comme une donnée structurelle le niveau élevé des cours du pétrole observé actuellement. À long terme, selon les prévisions les plus récentes de l'AIE, la demande de pétrole progresserait entre 2005 et 2030 d'en moyenne 1,3 p.c. par an, la production évoluant dans le même sens, et le *call on OPEC* s'élargirait. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) figure ainsi parmi les optimistes, un grand nombre d'analystes s'attendant en effet à un pic de production déjà avant 2030. L'AIE table globalement, comme la plupart des autres observateurs, sur le fait que les cours du pétrole resteront élevés au cours des décennies à venir. Un certain nombre de facteurs sont toutefois susceptibles de tempérer l'évolution future des cours. Des prix élevés peuvent ainsi peser sur la demande de pétrole (recherche d'une plus grande efficacité énergétique, recherche de sources d'énergie alternatives) et rendre rentable l'exploitation de champs pétroliers jusqu'ici encore non exploités. Les prévisions relatives aux cours des métaux tablent sur une modération de leur niveau élevé, dans la mesure où il est possible d'étendre assez rapidement les capacités de production.

En raison de l'incidence potentiellement significative au niveau économique des cours élevés et volatils du pétrole et des préoccupations croissantes concernant les conséquences environnementales de la consommation d'énergie, les autorités publiques ont un rôle important à jouer dans le débat sur l'énergie. Même en cas de choc pétrolier, il est essentiel que les autorités monétaires poursuivent leur objectif de stabilité des prix à moyen terme. Les pouvoirs publics doivent de plus laisser le mécanisme des prix jouer librement. En revanche, ils peuvent envisager un certain nombre de mesures structurelles afin de limiter les risques associés à des perturbations importantes au niveau de la production et de garantir un approvisionnement durable en énergie. Ces dernières années, un certain nombre d'initiatives ont été prises au niveau européen, qui visent à déboucher sur une politique européenne commune de l'énergie et du climat. C'est pourquoi le Conseil européen a adopté en mars 2007 une politique énergétique pour l'Europe (PEE), qui a été concrétisée dans un plan d'action énergétique pour la période 2007-2009.